

Havelange
Houyet
Rochefort
Somme-Leuze
Vresse-sur-Semois
Arrondissement de Philippeville :
Cerfontaine
Couvin
Doische
Florennes
Philippeville
Viroinval

Art. 3. La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture détermine la méthode de calcul d'indemnisation des dommages, les modalités d'introduction des demandes ainsi que leur mode d'examen.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 septembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Havelange
Houyet
Rochefort
Somme-Leuze
Vresse-sur-Semois
Arrondissement Philippeville :
Cerfontaine
Couvin
Doische
Florennes
Philippeville
Viroinval

Art. 3. De Minister van Middenstand en Landbouw stelt de berekeningswijze van de schadeloosstelling vast, evenals de modaliteiten van de indiening van de aanvragen en de wijze van hun onderzoek.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Middenstand en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 september 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 3930

[C — 2003/11446]

30 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le *Lymexylon Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002, délimitant l'étendue géographique de la calamité

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, modifiée par les lois des 9 juillet 1984, 13 août 1986, 28 décembre 1990, 22 juillet 1991 et 23 décembre 1999 et par les arrêtés royaux des 9 avril 1990 et 20 juillet 2000, notamment l'article 2, § 1^{er}, 2^o;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles (calamités publiques ou calamités agricoles), modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 décembre 1998;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 mai 2002;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le *Lymexylon Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale qui a eu lieu le 1^{er} juillet 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1^{er} remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 3930

[C — 2003/11446]

30 SEPTEMBER 2003. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de *Lymexylon Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouw-ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van de ramp wordt afgebakend

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1984, 13 augustus 1986, 28 december 1990, 22 juli 1991 en 23 december 1999 en bij de koninklijke besluiten van 9 april 1990 en 20 juli 2000, inzonderheid op artikel 2, § 1, 2^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen (algemene rampen of landbouwrampen), laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages veranderlijk per gedeelten van het netto totaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abattement voor de berekening van de herstelvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 mei 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de *Lymexylon Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouw-ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van de ramp wordt afgebakend;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 1 juli 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait qu'il convient de déterminer dans les délais les plus brefs les modalités d'introduction des demandes d'indemnisation des sinistrés dans la zone déterminée par ledit arrêté royal du 28 septembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. L'indemnisation prévue à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de la calamité sera accordée à concurrence de 100 € par m³ de grume de hêtre attaqué.

Art. 2. L'indemnisation prévue à l'article 1^{er} fait l'objet d'une demande selon le formulaire dont modèle en annexe, à introduire par les propriétaires des arbres attaqués. Ce formulaire est disponible à l'administration de chacune des communes concernées.

Art. 3. La demande doit être introduite par envoi recommandé auprès du gouverneur de la province concernée, avant l'expiration du troisième mois qui suit celui au cours duquel a été publié l'arrêté royal considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de la calamité, au *Moniteur belge*. Aucune demande introduite après le délai de rigueur ne sera prise en considération.

Art. 4. Le demandeur joint à son dossier toutes les pièces justificatives utiles reprises à l'annexe du présent arrêté.

Art. 5. Le demandeur autorise le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, ainsi que les administrations provinciales, à demander auprès des services régionaux compétents et auprès de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique les données le concernant et à en tenir compte si elles sont en contradiction avec les données de sa demande.

Art. 6. Sans préjudice des sanctions pénales contenues dans l'arrêté royal du 31 mai 1933, au sujet des déclarations à faire en ce qui concerne les subventions, indemnités ou allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, modifié par la loi du 7 juin 1994, la subvention sera refusée aux demandeurs qui auront introduit une déclaration, qui, après vérification, est reconnue fausse en tout ou en partie.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 septembre 2003.

Mme S. LARUELLE

Annexe

Formulaire de demande

Le soussigné (nom en caractères d'imprimerie et prénoms)
domicilié rue
n°..., code postal....., commune....., n° de compte chèque ou bancaire....., demande l'intervention du Fonds des calamités en vue de bénéficier de l'indemnisation prévue par l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité (1).

Il déclare sur l'honneur,

1° Dégâts

— avoir vendu m³ de bois de hêtre (grumes) reconnu comme attaqué par les scolytes (2);

— que la quantité de bois de hêtre sur pied attaqué par les scolytes est évaluée à m³ grumes;

et qu'il en accepte le contrôle respectivement auprès des services régionaux compétents et auprès de la Direction générale de la Statistique et de l'Information économique.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het past om binnen de kortste termijn de indieningsmodaliteiten te bepalen voor de aanvragen tot schadeloosstelling door de geteisterden in het gebied bepaald door voormeld koninklijk besluit van 28 september 2003,

Besluit :

Artikel 1. De schadeloosstelling voorzien in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouw ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend, zal toegekend worden op basis van 100 € per m³ ruwe stam van aangetaste beuk.

Art. 2. De schadeloosstelling voorzien in artikel 1 maakt het voorwerp uit van een aanvraag volgens het formulier in bijlage, in te dienen door de eigenaars van aangetaste bomen. Dit formulier is beschikbaar bij de administratie van elke betrokken gemeente.

Art. 3. De aanvraag moet ingediend worden per aangetekend schrijven bij de gouverneur van de betrokken provincie, vóór het einde van de derde maand volgend op de maand waarop het koninklijk besluit waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouw ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend, in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt. Geen enkele aanvraag ingediend na de vereiste termijn zal in aanmerking genomen worden.

Art. 4. De aanvrager voegt bij zijn aanvraag alle nuttige bewijsstukken vermeld in de bijlage van dit besluit.

Art. 5. De aanvrager geeft de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, evenals de provinciale besturen, de toelating bij de bevoegde gewestelijke diensten en bij de Algemene Directie van de Statistiek en van de Economische Informatie de hem betreffende gegevens op te vragen en er rekening mee te houden als ze in tegenspraak zijn met de gegevens van zijn aanvraag.

Art. 6. Onverminderd de strafbepalingen vervat in het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met de subsidies, vergoedingen of toelagen van elke aard, die geheel of ten dele ten laste van de Staat zijn, gewijzigd bij de wet van 7 juni 1994, zal de toelage geweigerd worden aan de aanvragers die een verklaring hebben gedaan die na onderzoek geheel of gedeeltelijk vals blijkt te zijn.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 30 september 2003.

Mevr. S. LARUELLE

Bijlage

Aanvraagformulier

De ondergetekende (naam in drukletters en voornamen)
wonende

straat, nr., postnummer....., gemeente....., nr. van postcheck-of bankrekening....., vraagt de tussenkomst van het Rampenfonds om te genieten van de schadeloosstelling voorzien door bovenvermeld koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouw ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van de ramp wordt afgebakend (1).

Hij verklaart op zijn eer,

1° Schade

— m³ beukenhout (ruwe stammen) verkocht te hebben, dat als aangetast door de spintkevers is verklaard (2);

— dat de hoeveelheid door spintkevers aangetaste staande beukenhout op m³ ruwe stammen geraamd wordt;

en dat hij de controle ervan bij de bevoegde gewestelijke diensten, respectievelijk bij de Algemene Directie van de Statistiek en van de Economische Informatie aanvaardt.

2° Expertise

— qu'il a fait appel à un expert pour constater les dégâts (3)

— Nom et prénom de l'expert :.....

— Frais d'expertise et honoraires :..... EUR

Date :.....

Signature,

Note

(1) Les demandes doivent être introduites par lettre recommandée auprès du gouverneur de la province concernée avant l'expiration du troisième mois suivant celui où l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité a été publié au *Moniteur belge*, le cachet de la poste faisant foi;

(2) Joindre une preuve de la quantité de bois attaqué par les scolytes vendue, ainsi que sa provenance;

(3) Joindre une copie certifiée conforme de l'expertise complète, ainsi que la facture.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 septembre 2003, portant exécution de l'arrêté royal du 28 septembre 2003, considérant comme une calamité agricole les dégâts causés aux hêtres (*Fagus sylvatica*) par les scolytes des espèces *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* et *Anisandrus dispar*, ainsi que par le Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* sur le territoire de plusieurs communes entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} juillet 2002 et délimitant l'étendue géographique de cette calamité.

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

2° Expertise

— dat hij op een deskundige beroep heeft gedaan om de schade vast te stellen (3)

— Naam en voornaam van de deskundige :.....

— Expertisekosten en honoraria :.....EUR

Datum :.....

Handtekening,

Nota

(1) De aanvragen moeten ingediend worden per aangetekend schrijven bij de gouverneur van de betrokken provincie vóór het einde van de derde maand volgend op de maand van de bekendmaking van het koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouwramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van de ramp wordt afgabakend in het *Belgisch Staatsblad*, met de poststempel als kracht van bewijs;

(2) Bewijs toevoegen van de verkochte hoeveelheid hout dat door spintkevers is aangetast, evenals de herkomst ervan;

(3) Een als eensluidend verklara afschrift van de volledige expertise toevoegen, evenals de factuur ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 september 2003, tot uitvoering van het koninklijk besluit van 28 september 2003, waarbij de schade veroorzaakt aan beuken (*Fagus sylvatica*) door de spintkevers van de soorten *Trypodendron signatum*, *Trypodendron domesticum* en *Anisandrus dispar*, evenals door de Lymexylon *Hylecoetus dermestoides* op het grondgebied van verscheidene gemeenten tussen 1 januari 2000 en 1 juli 2002 als een landbouwramp wordt beschouwd en waarbij de geografische omvang van de ramp wordt afgabakend.

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 3931

[C — 2003/07278]

3 OCTOBRE 2003. — Arrêté royal relatif à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires en service aux forces belges en République fédérale d'Allemagne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales, notamment les articles 4, 6, 7, 8, 9, 12, 26 et 28;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 205;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 14 décembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 février 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 28 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 mai 2003;

Vu l'avis 35.599/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2003;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense et de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par "la loi", la loi du 6 février 2003 relative à la démission volontaire accompagnée d'un programme personnalisé de reconversion professionnelle au bénéfice de certains militaires et portant des dispositions sociales.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 3931

[C — 2003/07278]

3 OKTOBER 2003. — Koninklijk besluit betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen in dienst bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 februari 2003 betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen en houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 4, 6, 7, 8, 9, 12, 16, 26 en 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 205;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 14 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenaren-zaken, gegeven op 28 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 mei 2003;

Gelet op het advies 35.599/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "de wet": de wet van 6 februari 2003 betreffende het vrijwillig ontslag vergezeld van een geïndividualiseerd beroepsomschakelingsprogramma ten behoeve van bepaalde militairen en houdende sociale bepalingen.